

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Ordre judiciaire

Par arrêté ministériel du 1er juillet 1981, M. Hubin, J., stagiaire au parquet du tribunal de première instance de Nivelles, est désigné pour poursuivre ses fonctions de stagiaire à l'auditorat du travail de Liège à partir du 16 juillet 1981.

AVIS OFFICIELS

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

Programme spécifique « Transformation de Légumes »

En application du règlement (C.E.E.) n° 355/77 du Conseil du 15 février 1977 relatif à une action communautaire pour l'amélioration de l'écoulement et de la transformation des produits agricoles, la Commission des Communautés Européennes a approuvé le programme spécifique introduit par la Belgique « Fruits et Légumes » Programme partiel « Transformation de Légumes ».

Le programme peut être consulté par les intéressés au Ministère de l'Agriculture, Administration des Services Economiques, Coopération Agricole, Questions sociales et Fiscales, Crédit Agricole, Rue de Stassart 36, 1050 Bruxelles.

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

23 MARS 1981. — Circulaire ministérielle n° 4bis relative à la mise en œuvre des zones d'extension de l'habitat dans la Région wallonne

Les zones d'extension de l'habitat définissent des réserves d'espaces destinées à faire face à des demandes locales en terrains à bâtir auxquelles les zones d'habitat ne peuvent répondre.

Il importe que ces espaces de réserve soient utilisés dans le cadre d'une programmation dans le temps, en fonction d'une optique générale de renforcement des noyaux existants et avec la garantie d'un aménagement global de l'ensemble de la zone d'extension de l'habitat et de son articulation avec l'agglomération existante.

1. Champ d'application.

Cette circulaire ne s'applique pas, pour autant que soient observées les dispositions définies aux points 3.3, 3.3.1, 3.3.2 et 3.3.3 :

1° aux projets de lotissements qui couvrent la totalité d'une zone d'extension de l'habitat et qui tombent sous l'application des dispositions de l'arrêté royal du 21 janvier 1977, déterminant pour la Région wallonne les modalités de publicité de certaines demandes de permis de bâtir et de lotir;

2° aux zones d'extension de l'habitat entièrement réservées aux logements sociaux auxquelles s'applique la circulaire du 15 mars 1977, organisant la collaboration entre les diverses administrations en vue de faciliter l'acquisition de terrains destinés à la construction de logements sociaux.

2. Prescription réglementaire.

Selon les termes de l'article 5.1.1. de l'arrêté royal du 28 décembre 1972 relatif à la présentation et à la mise en œuvre des projets de plans et des plans de secteur, modifié, pour la Région wallonne, par l'arrêté royal du 27 décembre 1979, les zones d'extension de l'habitat sont des zones « réservées exclusivement à la construction groupée d'habitations tant que l'autorité compétente ne s'est pas prononcée sur l'aménagement de la zone et que, selon le cas, soit ladite autorité n'a pas pris de décision d'engagement des dépenses relatives aux équipements, soit que ces derniers n'ont pas fait l'objet d'un engagement accompagné de garantie de la part du promoteur ».

3. Principes relatifs à la mise en œuvre des zones d'extension de l'habitat.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Rechterlijke Orde

Bij ministerieel besluit van 1 juli 1981 is de heer Hubin, J., stagiair in het parket van de rechtbank van eerste aanleg te Nivel, aangewezen om zijn ambt van stagiair voort te zetten in het arbeidsauditoraat te Luik met ingang van 16 juli 1981.

OFFICIËLE BERICHTEN

MINISTERIE VAN LANDBOUW

Specifiek programma « Groenteverwerking »

In toepassing van verordening E.E.G. nr. 355/77 van de Raad van 15 februari 1977 inzake een gemeenschappelijke actie ter verbetering van de voorwaarden inzake verwerking en afzet van Landbouwprodukten, heeft de Commissie der Europese Gemeenschappen de goedkeuring gegeven aan het door België ingediende specifiek programma « Groenten en Fruit » Deelprogramma « Groenteverwerking ».

Het programma ligt ter inzage op het Ministerie van Landbouw, Bestuur der Economische Diensten, Dienst Landbouwcoöperatie, Sociale en Fiscale aangelegenheden, Landbouwkrediet, de Stasartstraat 36, 1050 Brussel.

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

23 MAART 1981. — Ministeriële omzendbrief nr. 4bis betreffende de woonuitbreidingsgebieden in het Waalse Gewest

De woonuitbreidingsgebieden bepalen reserveruimten om te voorzien in de plaatselijke vraag naar bouwgronden waaraan de woongebieden niet kunnen voldoen.

Deze reserveruimten dienen dan ook te worden aangewend in het kader van een tijdruimtelijke programmatie, in het algemene perspectief van de uitbreiding der bestaande kernen en met de garantie van een algemene ordening van het gehele woonuitbreidingsgebied alsmede van de aaneensluiting met de bestaande agglomeraties.

1. Toepassingsgebied.

Voor zover de bepalingen van de punten 3.3, 3.3.1, 3.3.2 en 3.3.3. worden nageleefd, is deze omzendbrief niet van toepassing op :

1° de ontwerp-verkavelingen die een volledig woonuitbreidingsgebied beslaan en die onder de toepassing vallen van de bepalingen van het koninklijk besluit van 21 januari 1977 tot bepaling, voor het Waalse Gewest, van de wijze van openbaarmaking van sommige bouw- en verkavelingsaanvragen;

2° de woonuitbreidingsgebieden die volledig bestemd zijn voor volkswoningen waarop de omzendbrief van 15 maart 1977 tot regeling van de samenwerking tussen de verschillende besturen ten einde de grondaankoop voor het bouwen van volkswoningen te vergemakkelijken, van toepassing is.

2. Verordeningsbepaling.

Naar luid van artikel 5.1.1 van het koninklijk besluit van 28 december 1972 betreffende de inrichting en de toepassing van de ontwerp-gewestplannen en de gewestplannen, gewijzigd, voor het Waalse Gewest, bij koninklijk besluit van 27 december 1979, zijn de woonuitbreidingsgebieden gebieden « die uitsluitend bestemd zijn voor de groepswoningbouw zolang de bevoegde overheid over de ordening van het gebied niet heeft beslist, en zolang, volgens het geval, ofwel die overheid geen besluit tot vastlegging van de uitgaven voor de voorzieningen heeft genomen, ofwel omtrent deze voorzieningen geen met waarborgen omklede verbintenis is aangegaan door de promotor ».

3. Beginselen betreffende de aanleg van de woonuitbreidingsgebieden.

3.1. Par construction groupée d'habitations, on entend :

en zone urbaine, un chantier collectif comprenant 25 habitations au minimum;

en zone rurale, un chantier collectif comprenant 15 habitations au minimum.

3.2. Le ou les propriétaire(s) ou encore la commune désirant mettre en œuvre une zone d'extension de l'habitat dresseront un schéma directeur de la zone dans son ensemble ou par sous-zones.

Il appartient à la commune, en accord avec le fonctionnaire-délégué, de définir éventuellement le périmètre des sous-zones; celles-ci sont limitées nécessairement, soit par les voiries existantes; soit par des limites naturelles. Elles ne peuvent avoir une superficie inférieure de 1 ha.

Lorsque un ou des propriétaires souhaite(nt) urbaniser une partie d'une zone d'extension de l'habitat ou d'une zone d'extension de l'habitat à caractère rural et décide(nt) d'élaborer le schéma-directeur et en cas de conflit entre les propriétaires de cette zone d'extension, la commune pourra décider d'établir elle-même le schéma-directeur de la zone.

3.3. En principe le schéma-directeur devra réserver au moins 20 p.c. de la superficie de la zone à des usages collectifs. La moitié de cette superficie sera réservée aux espaces verts ouverts au public.

3.3.1. Cependant au cas où les équipements communautaires existants dans la commune sont en mesure de répondre aux besoins résultant de la création du nouveau quartier, aucune zone ne devra être réservée à de tels équipements dans le schéma-directeur; mais la superficie réservée aux espaces verts ouverts au public reste dans ce cas d'au moins 10 p.c.

3.3.2. Au cas où les équipements communautaires existants ne sont pas en mesure de répondre aux besoins résultant de la création du nouveau quartier, l'emplacement des nouveaux équipements doit être prévu dans le schéma.

3.3.3. En zone d'extension de l'habitat à caractère rural uniquement et dans le cas où des espaces verts repris comme tels au plan de secteur, sont immédiatement voisins de la zone d'extension de l'habitat faisant l'objet du schéma-directeur, ces derniers peuvent être intégrés dans ce schéma et entrer en compte dans le calcul des 10 p.c. d'espaces verts à prévoir pour autant qu'ils soient la propriété du ou des propriétaires de la zone d'extension de l'habitat que l'on met en œuvre et qu'ils soient effectivement mis à la disposition du public.

3.3.4. Peuvent être autorisées nonobstant l'absence du schéma-directeur et pour autant que la mise en œuvre du reste de la zone d'extension de l'habitat ne soit pas mise en péril, les constructions sur des terrains sis à moins de 100 m d'une zone d'habitat ou d'une zone d'habitat à caractère rural et situés à front de voiries existantes, d'un gabarit suffisant, équipés selon les circonstances des lieux et pour autant que les nouvelles implantations ne nécessitent pas le renforcement des équipements existants ou la capacité des équipements programmés.

3.4. Lorsque le schéma-directeur est d'initiative privée, un programme de réalisation liera le promoteur à l'exécution ininterrompue des différentes phases.

4. Etablissement du schéma-directeur de la zone d'extension de l'habitat et procédure d'approbation.

4.1. Le schéma-directeur doit être conçu comme une esquisse suffisamment large permettant une souplesse dans son application, puisqu'il s'agit, dans un premier temps, d'une étude d'orientation générale d'occupation du sol.

4.2. Composition du dossier.

4.2.1. Le promoteur du schéma-directeur introduira à la Direction provinciale de l'Urbanisme, via la commune un dossier comprenant les pièces suivantes :

1. un plan de situation existante donnant les renseignements sur l'aptitude du sol à la construction;

2. le schéma de la voirie (accès et débouchés sur la voirie existante et voirie interne) et un rapport sur le système d'égouttage adopté;

3. la densité d'occupation prévue;

4. le type de bâtiments (gabarits, volumes, ...);

3.1. Onder groepswooningbouw verstaat men :

in een stedelijk gebied, een gemeenschappelijk bouwterrein met minimum 25 woningen;

in een landelijk gebied, een gemeenschappelijk bouwterrein met minimum 15 woningen.

3.2. De eigenaar(s) of de gemeente die een woonuitbreidingsgebied wenst (wensen) aan te leggen, zal (zullen) een structuurschema van het gebied, in zijn geheel of in deelgebieden opstellen.

De gemeente behoort in overleg met de gemachtigde ambtenaar eventueel de begrenzing van de deelgebieden te bepalen; die deelgebieden worden noodzakelijk begrensd, ofwel door bestaande wegen, ofwel door natuurlijke grenzen. Hun oppervlakte mag niet kleiner zijn dan 1 ha.

Wanneer (een) eigenaar(s) een gedeelte van een woonuitbreidingsgebied of een woonuitbreidingsgebied met een landelijk karakter wenst (wensen) te verstedelijken en besluit(en) het structuurschema op te stellen, kan de gemeente in geval van conflict tussen de eigenaars van dat uitbreidingsgebied, beslissen zelf het structuurschema van het gebied op te stellen.

3.3. In principe moet het structuurschema ten minste 20 pct. van de oppervlakte van het gebied bestemmen voor gemeenschappelijke doeleinden. De helft van die oppervlakte moet worden bestemd voor openbare groene ruimten.

3.3.1. Indien de in de gemeente bestaande gemeenschapsvoorzieningen evenwel kunnen voorzien in de door de aanleg van de nieuwe wijk geschapen behoeften, moet geen enkel gebied in het structuurschema voor dergelijke voorzieningen worden bestemd; maar de voor openbare groene ruimten bestemde oppervlakte blijft in dat geval ten minste 10 pct.

3.3.2. Kunnen de bestaande gemeenschapsvoorzieningen niet voorzien in de door de aanleg van de nieuwe wijk geschapen behoeften, dan moet de nodige plaats voor de nieuwe voorzieningen in het schema worden bepaald.

3.3.3. Alleen in een woonuitbreidingsgebied met een landelijk karakter en ingeval in het gewestplan als groengebied opgenomen ruimten in de onmiddellijke nabijheid liggen van het in het structuurschema bedoelde woonuitbreidingsgebied, mogen de genoemde ruimten in het schema worden opgenomen en meegeteld voor de berekening van de vastgestelde 10 pct. groene ruimte, voor zover die ruimten eigendom zijn van de eigenaar(s) van het woonuitbreidingsgebied dat wordt aangelegd en ze werkelijk ter beschikking van het publiek worden gesteld.

3.3.4. Kunnen worden toegestaan, ondanks het ontbreken van een structuurschema en voor zover het aanleggen van het overblijvende gedeelte van het woonuitbreidingsgebied niet in gevaar wordt gebracht, de bouwwerken opgericht op gronden die gelegen zijn op minder dan 100 m van een woongebied of een woongebied met een landelijk karakter en langs bestaande wegen, met voldoende bouwvolume, uitgerust volgens de plaatselijke toestand en voor zover de nieuwe vestigingen geen uitbreiding van de bestaande voorzieningen of van de capaciteit van de geplande voorzieningen noodzakelijk maken.

3.4. Wanneer het structuurschema op particulier initiatief is opgesteld, zal de promotor door een realisatieprogramma aan de ononderbroken uitvoering van de verschillende fasen worden gebonden.

4. Opmaken van het structuurschema van het woonuitbreidingsgebied en goedkeuringsprocedure.

4.1. Het structuurschema moet worden opgevat als een schets die voldoende ruimte laat voor een flexibele toepassing ervan, daar het, in eerste instantie een algemeen oriënterend onderzoek van het grondgebruik betreft.

4.2. Samenstelling van het dossier.

4.2.1. De promotor van het structuurschema moet via de gemeente bij de Provinciale Directie van de Stedebouw een dossier indienen, bestaande uit de volgende stukken :

1. een plan van de bestaande toestand met inlichtingen betreffende de geschiktheid van de grond voor het bouwen;

2. het wegenschema (verbindingen met en uitwegen op het bestaande wegennet en woonstraten) en een verslag over het gekozen afwateringssysteem;

3. de bepaalde bebouwingsdichtheid;

4. het gebouwentype (bouwafmetingen, volumes, ...);

5. le zonage des différentes affectations prévues (en ce compris les affectations prévues au 3.3);

6. un rapport justificatif du parti adopté;

7. la liste des propriétaires intéressés avec la délimitation de leur propriété.

4.2.2. Les échelles utilisées seront le 1/5000e et le 1/2500e sur fond cartographique de l'Institut géographique national, agrandi aux échelles précitées ou sur fond de carte (1/5000e) du Ministère des Travaux publics.

4.3. Procédure d'enquête.

4.3.1. Tous les propriétaires concernés par le schéma-directeur sont nécessairement informés par écrit par le promoteur de la zone.

De plus, l'administration communale publie aux endroits habituels d'affichage communal un avis relatif à l'ouverture de l'enquête publique selon le modèle ci-annexé.

4.3.2. La durée de l'enquête est de trente jours.

Les réclamations et observations sont adressées par écrit au collège des bourgmestre et échevins avant l'expiration de ce délai.

L'administration communale en accuse réception dans les cinq jours.

4.4. Concertation.

4.4.1. Pour autant que le nombre de personnes ayant introduit individuellement ou collectivement des réclamations et observations soit égal ou supérieur à 25, le collège échevinal organise une réunion de concertation accessible au public dans les 30 jours à dater de la fin de l'enquête publique.

Si l'estime utile, le collège échevinal peut toutefois organiser une telle réunion si le nombre de personnes est inférieur à 25.

4.4.2. Cette réunion de concertation est présidée par le bourgmestre ou par son représentant.

L'Administration de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire est associée à cette réunion ainsi que les administrations qu'elle juge utile de consulter.

4.4.3. Un rapport est établi par les autorités communales et joint au dossier d'approbation dont question au point 5.

5. Décision de l'autorité communale.

5.1. Dans les 45 jours à dater de la fin de l'enquête publique, le conseil statue soit sur les résultats de l'enquête, soit sur le rapport de concertation et sur avis de la Commission consultative communale d'Aménagement du Territoire lorsqu'elle existe.

5.2. Dès que la commune a statué sur le schéma-directeur, elle adresse l'ensemble du dossier au fonctionnaire délégué qui rend son avis dans les 75 jours à dater de la réception du dossier et le transmet aux autorités communales.

5.3. Le conseil communal statue définitivement sur le schéma-directeur dans un délai de 30 jours après réception de l'avis du fonctionnaire délégué. Il fait connaître sa décision à tous les propriétaires concernés et en organise la publicité par voie d'affichage.

5.4. L'approbation du schéma-directeur s'opère sans préjudice de l'application des titres II et III de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme.

6. Abrogation.

La présente circulaire approuvée par l'Exécutif de la Région wallonne le 30 mars 1981, abroge la circulaire ministérielle n° 4 du 24 décembre 1979 relative à la mise en œuvre des zones d'extension de l'habitat dans la Région wallonne.

Le Secrétaire d'Etat à la Région wallonne,

G. Coëme

5. de indeling in gebieden volgens de verschillende aangegeven bestemmingen (de in 3.3 bedoelde bestemmingen inbegrepen);

6. een verantwoording van de gekozen bouwkundige opzet;

7. de lijst van de betrokken eigenaars met de begrenzing van hun eigendom.

4.2.2. Als schalen worden de 1/5000 en de 1/2500 gebruikt, op de cartografische ondergrond van het Nationaal Cartografisch Instituut, vergroot tot voornoemde schalen of op de ondergrond van de kaarten 1/5000 van het Ministerie van Openbare Werken.

4.3. Procedure van onderzoek.

4.3.1. Al de bij het structuurschema betrokken eigenaars moeten schriftelijk door de promotor van het gebied ingelicht worden.

Bovendien moet het gemeentebestuur een bericht van opening van het openbaar onderzoek volgens bijhorend model aanplakken op de gewone gemeentelijke aanplakplaatsen.

4.3.2. Het onderzoek duurt dertig dagen.

De bezwaren en opmerkingen worden schriftelijk aan het college van burgemeester en schepenen gericht vóór het verstrijken van die termijn.

De ontvangst ervan wordt door het gemeentebestuur binnen vijf dagen gemeld.

4.4. Overleg.

4.4.1. Voor zover vijftientig personen of meer individueel of gezamenlijk bezwaren en opmerkingen hebben ingediend, belegt het college van burgemeester en schepenen een voor het publiek toegankelijke overlegvergadering binnen dertig dagen na het einde van het openbaar onderzoek.

Zo het college van burgemeester en schepenen het van nut acht, kan het toch zulke vergadering beleggen niettegenstaande het aantal personen lager is dan vijftientig.

4.4.2. Die overlegvergadering wordt voorgezeten door de burgemeester of zijn vertegenwoordiger.

Het Bestuur van de Stedebouw en de Ruimtelijke Ordening, alsmede de besturen die het meent te moeten raadplegen, worden bij die vergadering betrokken.

4.4.3. Door de gemeentelijke overheid wordt een verslag opge maakt dat bij het in punt 5 bedoelde goedkeuringsdossier wordt gevoegd.

5. Beslissing van de gemeentelijke overheid.

5.1. Binnen 45 dagen na het einde van het openbaar onderzoek spreekt de raad zich uit ofwel over de resultaten van het onderzoek, ofwel over het verslag van het overleg alsmede over het advies van de gemeentelijke commissie van advies voor de ruimtelijke ordening, zo er een bestaat.

5.2. Zodra de gemeente uitspraak heeft gedaan over het structuurschema zendt zij het volledige dossier naar de gemachtigde ambtenaar die binnen 75 dagen na ontvangst van het dossier advies uitbrengt en het naar de gemeentelijke overheid zendt.

5.3. De gemeenteraad spreekt zich definitief uit over het structuurschema binnen een termijn van 30 dagen na ontvangst van het advies van de gemachtigde ambtenaar.

Hij deelt zijn beslissing mede aan al de betrokken eigenaars en maakt die door aanplakking bekend.

5.4. Het structuurschema wordt goedgekeurd onverminderd de toepassing van de titels II en III van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedebouw.

6. Opheffing.

Deze door de Executieve van het Waalse Gewest op 30 maart 1981 goedgekeurde omzendbrief heft de ministeriële omzendbrief nr. 4 van 24 december 1979 betreffende de woonuitbreidingsgebieden in het Waalse Gewest op.

De Staatssecretaris voor het Waalse Gewest,

G. Coëme